



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 n° 367**

**portant mise en demeure de la société PAPREC GRAND OUEST  
implantée zone artisanale de la Blaisonnaire sur la commune de Seiches-sur-le-Loir**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7, L.171-8 et L.171-11 ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de la M. Raymond YEDDOU, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012, autorisant la société PAPREC GRAND OUEST, à exploiter un site de centre de tri de déchets, situé ZA de Blaisonnaire à SEICHES SUR LE LOIR ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCPAT-2026-n°266 du 19 mars 2026 portant modifications de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 du 21 septembre 2012 sus-visé ;

**Vu** le courrier de l'inspection en date du 21 novembre 2025 et adressé à l'exploitant en courrier recommandé avec accusé de réception ;

**Vu** le courriel de signalement transmis par la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire en date du 19 mars 2026 concernant des rejets potentiellement dangereux dans un fossé en provenance de la société PAPREC GRAND OUEST implantée ZA de la Blaisonnaire sur la commune de Seiches-sur-le-Loir ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mars 2026 concernant le rejet d'effluent suspect dans le milieu naturel constaté le 20 mars 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis en courrier recommandé avec accusé de réception et reçu le 30 mars 2026 ;

**Vu** la réponse de l'exploitant dans le cadre de la phase contradictoire sur le projet d'arrêté de mise en demeure dans son courrier daté du 8 avril 2026 ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012 impose en ses articles 1.1.6, 4.3.3 et 5.2 :

**- Article 1.1.6. Description des activités principales**

La société SAS PAPREC GRAND OUEST – Agence PAPREC OUEST 49 a pour activité principale le tri, le traitement et le regroupement de déchets. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- Bâtiment A (3 325 m<sup>2</sup>) : activité de tri de déchets non dangereux et de stockage. Ce bâtiment accueille une chaîne de tri et un ensemble presse/broyeur.
- Bâtiment B (1 578 m<sup>2</sup>) : activité de tri de déchets non dangereux, de stockage et de broyage de refus de tri valorisables. Ce bâtiment accueille un ensemble broyeur pour les refus de tri valorisables, une presse, un coupe-bobine et une scie à bobinots.
- Bâtiment C – auvent (850 m<sup>2</sup>) : activité de tri de déchets non dangereux (déchets de chantiers, gravats, encombrants, stock amont chaîne de tri, stocks de produits finis – papiers/cartons, plastiques, déchets ultimes). Ce bâtiment accueille l'ouvreur de sac de la chaîne de tri.
- Bâtiment D (420 m<sup>2</sup>) : activité de tri et de démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et activités de regroupement de déchets dangereux des activités économiques (piles, batteries, néons et produits lumineux). Ce bâtiment accueille une chaîne de démantèlement de DEEE.
- Bâtiment E – auvent (1 080 m<sup>2</sup>) : activité de tri de déchets non dangereux.
- Une aire extérieure de stockage des DEEE : 270 m<sup>2</sup>.
- Des aires extérieures de stockage de déchets en vrac (bois) ou en benne ou en balle (papiers/cartons, plastiques, gravats, ferrailles) : 841 m<sup>2</sup>.
- Bâtiment « bureaux administratifs » et vestiaires : 210 m<sup>2</sup>.

**- Article 4.3.3. Rejets des eaux pluviales et des eaux issues du lavage des camions**

Les eaux pluviales non polluées (toitures...) peuvent être rejetées directement dans le réseau pluvial récepteur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage des déchets et toute autre surface imperméable sensible (station de distribution de gasoil) et les eaux issues de l'aire de lavage des camions, sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent avant rejet au réseau pluvial de la commune [...].

**- Article 5.2. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes.

Au besoin, les aires de transit de déchets sont placées dans des rétentions adaptées.

**Considérant** que l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT-2026-n°266 du 19 mars 2026 autorise les activités de traitement de déchets non dangereux suivantes et relevant de la rubrique 2791-1 : broyage de refus de tri valorisable, papiers-cartons à l'exception du broyage des déchets plastiques ;

**Considérant** que parmi les activités exploitées de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT-2026-n°266 du 19 mars 2026, les activités de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets de plâtre relevant de la rubrique 2716 ne sont pas listées ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 20 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté :

- le fossé situé en bordure de la route de l'Industrie présente un sillon boueux et de couleur noirâtre ;
- une accumulation d'effluents, épais et odorants, est observée au niveau d'une buse provenant du site PAPREC GRAND OUEST, identifiée dans le dossier de l'exploitant comme le point de rejet n° 3 ;
- le point de rejet n° 3 est équipé d'un séparateur à hydrocarbures, par lequel transitent les eaux pluviales de ruissellement avant leur rejet dans le fossé ;
- entre la sortie du séparateur à hydrocarbures et le point de rejet n° 3, au niveau du fossé, l'écoulement présente un aspect trouble, épais et odorant ;
- des travaux sont en cours sur le site pour installer les équipements de la nouvelle activité de broyage de déchets plastiques ;
- la présence d'une case couverte dédiée au stockage de plaques de plâtre, délimitée par des murs types lego blocs, avec un volume de déchets estimé à plus de 100 m<sup>3</sup>.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 1.1.6, 4.3.3 et 5.2 de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012 ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT-2026-n°266 du 19 mars 2026 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPREC GRAND OUEST de respecter les prescriptions des articles 1.1.6, 4.3.3 et 5.2 de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT-2026-n°266 du 19 mars 2026 , afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** la réponse de l'exploitant dans son courrier daté du 8 avril 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire :

**« - Couverture et rétention des déchets :**

Les déchets dangereux ou susceptibles de générer des pollutions sont stockés dans des bacs, bennes ou à l'abri de la pluie afin d'éviter toute pollution par lessivage des eaux météoriques. Vous trouverez ci-dessous des photos du stockage de D3E sous abri [...].

**- Déchets plastiques stockés sur le parking à bennes :**

Afin de se mettre en conformité, nous avons revu l'organisation des stockages sur l'agence et l'ensemble des déchets plastiques stockés sur le parking à bennes ont été déplacés sur une parcelle autorisée pour le stockage d'une telle matière [...].

**- Déclaration d'accident et remise du rapport :**

La déclaration de l'évènement a été réalisée via télédéclaration le 26 mars 2026. Vous trouverez en annexe le rapport d'accident [...].

**- Eaux issues du lavage des camions :**

Les bennes ne seront plus lavées sur site désormais. Nous recherchons un prestataire chez qui nous pourrions laver les bennes entre le lieu de vidage de l'exutoire, et le lieu de collecte du client.

**- Stock de plâtre :**

Concernant le stock de plâtres [...] nous avons revu l'organisation interne afin qu'il y ait toujours au maximum 90 m<sup>3</sup> [...].

**- Porter à connaissance et examen au cas par cas :**

[...] Nous travaillons actuellement sur la mise à jour du porter à connaissance et de l'examen au cas par cas pour un dépôt dans les plus brefs délais.

**Considérant** que les éléments apportés par l'exploitant dans son courrier daté du 8 avril 2026 permettent de lever les manquements constatés aux dispositions des articles 1.1.6, 4.3.3 et 5.2 de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012 ;

**Considérant** de ce qui précède qu'il convient de modifier en conséquent le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure et transmis à l'exploitant ;

## **Arrête**

### **Article 1. Objet**

La société PAPREC GRAND OUEST dont le siège social 5-7, 5 RUE DES PILIERS DE LA CHAUVINIERE, 44800 SAINT-HERBLAIN, ci-après désignée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son établissement implanté Zone d'activités de la Blaisonnière sur la commune de Seiches-sur-le-Loir.

### **Article 2. Porter à connaissance et examen au cas par cas**

**Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance complet et régulier, incluant notamment la décision issue de l'examen au cas par cas et tous les éléments d'appréciation nécessaires au regard des nouvelles activités demandées sur le site.**

Dans ce cadre, l'exploitant se positionne sur le caractère substantiel ou non des modifications apportées à son installation.

Dans l'hypothèse où ces modifications seraient susceptibles d'être qualifiées de substantielles, l'exploitant procède au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale ou d'enregistrement, selon le régime applicable.

Les nouvelles activités ou modifications ne pourront être mises en service avant l'obtention de l'autorisation administrative requise.

Dans l'attente de cette régularisation, ces nouvelles activités ne pourront pas être exploitées.

**Par ailleurs, l'exploitant procède à l'évacuation pour traitement, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, des déchets non autorisés actuellement présents sur le site.** Il transmet à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs correspondants (bordereaux de suivi de déchets, factures, attestations de traitement), attestant de leur prise en charge dans des filières dûment autorisées.

### **Article 3**

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 4 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Maire de la commune de Seiches-sur-loir et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société PAPREC GRAND OUEST.

Fait à ANGERS, le **29 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU

